

RODRIGUEZ
GROUP

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 31 MARS 2014

SOMMAIRE

I - ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 31 MARS 2014	3
II - RAPPORT D'ACTIVITE DU DIRECTOIRE AU 31 MARS 2014.....	5
III - COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 31 MARS 2014.....	16
A - Etat de la situation financière (Bilan)	17
B - Compte de résultat	18
C - Etat du résultat global.....	19
D - Etat de flux de trésorerie.....	20
E - Etat de variation des capitaux propres.....	21
F - Notes annexes aux comptes consolidés.....	22
IV - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE AU 31 MARS 2014	50

**I. ATTESTATION DES RESPONSABLES DU
RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
AU 31 MARS 2014**

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leurs incidences sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Cannes,

Le 27 Mai 2014

JEAN LECOMTE
Président du Conseil de Surveillance

ANNE-LISE COLONNA DE LECA
Président du Directoire

II. RAPPORT D'ACTIVITE DU DIRECTOIRE
AU 31 MARS 2014

Nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur les comptes sociaux et consolidés de Rodriguez Group pour le premier semestre 2013/2014, clos le 31 Mars 2014.

1. Evolution de l'activité

1.1 Faits significatifs du premier semestre 2013/2014

Gouvernance

Le 22 Mars 2013, le Conseil de Surveillance a nommé Anne-Lise COLONNA DE LECA Président du Directoire de Rodriguez Group et Président Directeur Général de l'ensemble des sociétés affiliées.

Anne-Lise COLONNA DE LECA assure depuis maintenant plus d'un an la représentation de Rodriguez Group désignée aux fonctions de Président du Conseil d'Administration de la société Camper & Nicholsons International Ltd.

Rosano CECHETTI a été nommé membre du Directoire, et administrateur de la société SNP Boat Service, en lieu et place de Laurent PERIGNON.

Une partie des membres du Conseil de Surveillance a été renouvelée en parallèle de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle d'approbation des comptes 2011/2012.

Liliane DELPECH, Directrice des Bureaux et collaboratrice du Groupe depuis près de 35 ans, a succédé à Laurence RODRIGUEZ comme membre du Conseil de Surveillance de Rodriguez Group.

Jean LECOMTE, membre du Conseil de Surveillance, a succédé à Alexandre RODRIGUEZ, démissionnaire, à la Présidence du Conseil de Surveillance de Rodriguez Group.

Michael PAYNE a été nommé en qualité de Chief Executive Officer de Camper & Nicholsons International Ltd.

Projet de modification du plan de sauvegarde

Le 21 octobre 2013, Rodriguez Group a réuni son Conseil de Surveillance, ainsi que le Conseil d'Administration de sa filiale SNP Boat Service, aux fins de recueillir les observations de la Direction du Groupe sur, d'une part, le premier bilan de la saison 2012/2013 et, d'autre part, l'exécution des obligations mises à sa charge par le plan de sauvegarde.

A cette occasion, la Direction du Groupe RODRIGUEZ, par la voix de son Président du Directoire Anne-Lise COLONNA DE LECA, a confirmé s'être engagée dans un processus de discussion de la dette bancaire moratoriée avec les créanciers du pool.

C'est dans ces conditions, et avec l'aval du Conseil de Surveillance, que la Direction du Groupe RODRIGUEZ a déposé jeudi 31 octobre 2013 un projet de modification de son plan de sauvegarde devant le Tribunal de Commerce de Cannes.

Celui-ci n'ayant pas été accepté par le Tribunal, Rodriguez Group et sa filiale SNP Boat Service ont été mis en redressement judiciaire, suite à la résolution de leurs plans de sauvegarde respectifs.

Mise en Redressement judiciaire du Groupe Rodriguez

Par jugement en date du 7 janvier 2014, notifié le 9 janvier, le Tribunal de Commerce de Cannes a prononcé l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard des sociétés SNP Boat Service et Rodriguez Group.

Cette mesure est la conséquence automatique du non règlement de l'échéance 2013 du plan de sauvegarde de SNP Boat Service, la société ayant entamé au cours de l'été des discussions avec ses principaux créanciers pour revoir ce plan et alléger la charge de la dette, qui s'élève à 116 M€ (dont 65 M€ de dette obligataire).

Elles ouvrent au bénéfice des sociétés SNP Boat Service et Rodriguez Group une période d'observation de six mois renouvelables, aux fins de trouver une solution de désendettement définitive.

Sur le 1^{er} Semestre 2013/2014, aucun accord n'est intervenu entre la société et ses créanciers bancaires, et le groupe poursuit sa recherche d'investisseurs.

Lancement d'une Recherche de Partenaires Extérieurs

Compte tenu de l'impossibilité de présenter un plan de redressement en l'état actuel des choses, et suite à l'audience intervenue en date du 11 mars 2014 prorogeant la période d'observation, il a été décidé de procéder à un appel d'offre par voie de Presse :

« RODRIGUEZ GROUP : RECHERCHE DE CANDIDATS INVESTISSEURS ENTREPRISE EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE – GROUPE FRANÇAIS IMPLANTE SUR LA COTE D'AZUR SPECIALISE DANS LA PRODUCTION ET LA VENTE DE YACHT DE LUXE ».

Cette offre a fait l'objet d'une publicité sur le site Internet du conseil National des Administrateurs Judiciaires ainsi que dans les journaux suivants : Les Echos et l'Avenir.

La date limite de remise des offres qui avait été fixée au Lundi 28 Avril 2014 a été repoussée jusqu'au 02 Juin 2014.

Fin de Partenariat avec le Groupe San Lorenzo

Au 31 Décembre 2013, le partenariat avec le Groupe San Lorenzo, signé en Janvier 2011, a pris fin. Le contrat de sous-location conclu par la société SNP Boat Service, afférent aux locaux du groupe Sanlorenzo à Antibes, a également expiré le 30 juin 2013.

Fermeture de SNP Boat Service Italia

Les opérations de liquidation aux fins de procéder à la fermeture définitive de la filiale SNP Boat Service Italia se sont poursuivies sur le 1^{er} Semestre 2013/2014. Cette société n'avait plus sur l'exercice 2012/2013 aucune activité, ni salarié. Une partie des actifs de la société ont été vendus sur l'exercice précédent afin de préparer les opérations liées à la fermeture de cette société.

1.2 Evénements postérieurs à la clôture

Fin de partenariat avec le Groupe Cerri-Baglietto

Le Groupe Rodriguez a déposé une requête afin de procéder à la résiliation amiable et anticipée du contrat d'exclusivité mondiale de janvier 2012, ainsi que d'un contrat d'achat portant sur le CERRI 86/814. La résiliation du contrat d'exclusivité a ainsi donc été actée.

Rodriguez Group livrera avant la fin du mois de Juin 2014, le dernier 102' *Flying Sport* construit en partenariat avec le chantier CERRI, marquant ainsi de manière positive la fin d'une collaboration de deux ans satisfaisante pour les deux Groupes. Rodriguez Group concentre désormais ses efforts et ses ressources sur le développement de la seule gamme AZUL, dont le Groupe est concepteur et maître d'œuvre.

1.3 Evolution par segment d'activité

(en milliers d'euros)	31/03/2014	31/03/2013
Vente de bateaux	4 898	10 731
Services	10 805	10 429
Produits de l'activité	15 703	21 161

Les produits de l'activité du Groupe pour le premier semestre 2013/2014 s'élèvent à 15,7 M€ contre 21,2 M€ par rapport à l'exercice précédent, soit une baisse de 25,9% correspondant à l'absence de vente de nouvelles unités neuves sur la période.

1.4 Activité vente bateaux

Vente de bateaux neufs

L'activité vente de bateaux neufs a généré au premier semestre 2013/2014 un chiffre d'affaires de 2,9 M€ contre 8,9 M€ au premier semestre de l'exercice précédent.

Ce chiffre d'affaires correspond à l'avancement du bateau neuf AZUL 165, en cours de finalisation.

Vente de bateaux d'occasion

Le chiffre d'affaires bateaux d'occasion a atteint 1,9 M€ contre 1,8 M€ au premier semestre de l'exercice précédent.

Sur les six derniers mois, Rodriguez Group a vendu et livré 3 bateaux d'occasion, dont une unité reprise à l'été 2013, et est intervenu comme intermédiaire (représentant le vendeur) dans la cession d'une unité de 32 mètres. Suite au déstockage massif des bateaux d'occasion depuis plusieurs années, cette activité a vocation à continuer de baisser de manière significative.

1.5 Activité services et produits associés

Les services associés (Brokerage, Charter, Management de bateaux, Chantiers d'entretien, Shipchandlers) constituent des activités stratégiques pour la fidélisation de la clientèle.

L'activité Services est en progression de 8% sur le 2^{ème} trimestre 2013/2014 comparativement à l'an dernier, avec un chiffre d'affaires s'élevant à 5,7 M€ (contre 5,3 M€ en 2012/2013), pour un total de 10,8 M€ sur la période écoulée depuis le 1^{er} octobre 2013.

Le Groupe Camper & Nicholsons enregistre un chiffre d'affaires de 7,5 M€ sur le semestre, contre 6,9 M€ au titre du 1^{er} semestre 2012/2013, en particulier grâce au bon démarrage de la saison américaine, notamment pour l'activité de courtage.

Ces résultats témoignant ainsi de la bonne santé et de la stabilité des activités dites de Services.

2. Résultats et situation financière

2.1 Activité et résultats de la Société-mère

(en milliers d'euros)	31/03/2014	31/03/2013
Chiffre d'affaires	-	-
Autres achats et charges externes	(237)	(318)
Impôts, taxes et amortissements	(8)	(6)
Charges de personnel	(77)	(54)
Autres produits et charges	11	2
Résultat d'exploitation	(311)	(376)
Résultat financier	(81)	(24)
Résultat exceptionnel	(1 020)	-
Impôt sur les bénéfices	-	-
Résultat net	(1 412)	(400)

Conformément à son objet, Rodriguez Group n'a généré aucun chiffre d'affaires.

En revanche, Rodriguez Group étant la structure cotée en Bourse, elle supporte tous les frais liés à la cotation. Ainsi au premier semestre 2013/2014, les achats et charges externes sont en baisse à 0,2 M€. Ils sont constitués essentiellement des frais de publication et de la rémunération des différents prestataires en rapport avec la cotation du titre.

Les salaires correspondent principalement à la rémunération du Président du Directoire.

En synthèse, le résultat d'exploitation s'élève à - 0,3 M€, contre - 0,4 M€ sur le premier semestre 2012/2013, soit une augmentation de 17,3%.

Le résultat financier est stable sur la période écoulé par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel s'élève quant à lui à 1 M€, et est relatif à l'annulation d'une transaction fiscale réalisée en Mai 2010, suite à la mise en redressement judiciaire de la société, et la fin du plan de sauvegarde. Il s'agit de pénalités pour les exercices 2005 à 2007 dont l'administration fiscale avait consenti des modérations.

Enfin, le résultat net est de - 1,4 M€ contre - 0,4 M€ sur la même période en 2012/2013.

2.2 Comptes consolidés du premier semestre 2013/2014

Tous les éléments concernant les principes de consolidation sont présentés dans les notes annexes des états financiers consolidés joints au présent rapport.

(en milliers d'euros)	31/03/2014	31/03/2013 C.	31/03/2013 P.
Produits des activités ordinaires	15 703	21 160	21 160
Résultat opérationnel courant	(4 898)	(12 009)	10 058
Résultat opérationnel	(7 605)	(12 947)	(12 947)
Résultat financier net	(35 869)	(2 873)	(2 873)
Produits (charges) d'impôt	(928)	142	142
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	(44 402)	(15 693)	(15 693)

Chiffre d'affaires et Résultat

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe au 31 mars 2014 s'établit à 15,7 M€ contre 21,2 M€ en 2012/2013, soit une baisse de 25,9%.

Une diminution de la perte opérationnelle courante à -4,9 M€ contre -12,0 M€ en 2012/2013 qui s'explique principalement par :

- La limitation de la perte liée à l'activité Vente de bateaux d'occasion ;
- Une diminution de 24,9% des charges externes à 6,1 M€ au premier semestre 2013/2014 contre 8,2 M€ au premier semestre 2012/2013;
- Une diminution de 12,4% des charges de personnel à 6,2 M€ au premier semestre 2013/2014 contre 6,9 M€ au premier semestre 2012/2013.

Le résultat opérationnel est de -7,6 M€ contre -12,9 M€ au premier semestre 2012/2013.

Le résultat financier est lié essentiellement à la charge d'actualisation de la dette remboursable dans le cadre de la sauvegarde d'un montant de 35,8 M€ sur la période.

En effet, compte tenu de la mise en redressement judiciaire du groupe, il a été prononcé la résolution des plans de sauvegarde du Groupe. L'ensemble des charges d'actualisation ont donc été reprises en une seule fois.

Le résultat net part du groupe atteint - 43,8 M€ contre - 17,2 M€ au premier semestre 2012/2013.

Situation financière

(en milliers d'euros)	31/03/2014	30/09/2013
Dettes financières non courantes	-	(79 965)
Dettes financières courantes	(116 643)	(7 627)
Trésorerie active (1)	20 097	25 662
Endettement net	(96 546)	(61 929)

(1) Dont trésorerie soumise à restriction - cf note 13

La trésorerie active consolidée atteint 20,1 M€ contre 25,7 M€ au 30 septembre 2013. La trésorerie nette consolidée demeure positive et s'établit au 31 mars 2014 à 19,3 M€ contre 23,4 M€ à la clôture de l'exercice 2012/2013.

Cette diminution s'explique principalement par les pertes dégagées par les activités opérationnelles (3,9 M€).

La dette financière nette consolidée s'établit à 96,5 M€ au 31 mars 2014 contre 61,9 M€ au 30 septembre 2013.

Les dettes financières courantes s'élèvent désormais à 116,7 M€, contre 7,6 M€ au 30 septembre 2013, du fait de la résiliation des plans de sauvegarde.

Des informations plus détaillées sur les caractéristiques des emprunts et des dettes financières du Groupe figurent en note annexe des comptes consolidés.

2.3 Principaux risques et incertitudes

Les risques généraux inhérents à la société sont ceux décrits dans la note 7.5 gestion des risques du rapport de gestion sur l'exercice 2012/2013. Seuls les risques principaux ont été développés dans ce rapport semestriel :

RISQUES FINANCIERS

La gestion des risques financiers repose sur des stratégies spécifiques en matière de risque de taux d'intérêt, de risque de change, de risque de liquidité et de risque de crédit.

Risque de liquidité

La procédure de sauvegarde avait eu un effet mécanique structurel sur la dette, en gelant une partie de celle-ci et en l'étalant de 3 à 10 ans en fonction des sociétés du

Groupe. Cependant, les montants gelés sont d'une importance telle, près de 116 M€ en ce qui concerne la dette bancaire (dont 65 M€ de dette obligataire), qu'une fois le stock de bateaux finis vendu que la société n'a pas pu honorer l'intégralité de son échéance d'octobre 2013, qui s'élevait à près de 8 M€, dont 6 M€ uniquement pour les établissements bancaires.

Les sociétés Rodriguez Group et SNP Boat Service ont donc été mises en redressement judiciaire.

Au 31 Mars 2014, la trésorerie nette active s'élève à 20,1 M€.

Si l'on ne tient pas compte des sommes en séquestre chez les mandataires et des sommes correspondant à des avances et acomptes soumis à restriction (Note 13), la trésorerie nette s'élève alors à 2,4 M€.

Risques assurables

La majeure partie des risques encourus par le Groupe est couverte au travers d'un programme d'assurances couvrant les risques de dommages / pertes d'exploitation et de responsabilité civile, selon le principe de garantie « Tous risques sauf ». Les polices d'assurance contractées sur les biens mobiliers (stock de bateaux et de marchandises, immobilisations et biens en location ou en leasing...) présentent des niveaux de couverture élevés. Sont également assurés, au cas par cas, les risques de transport de bateaux ainsi que certains risques particuliers ponctuels.

RISQUES SOCIAUX

SNP Boat Service

Au 31 Mars 2014, la provision pour risques prud'homaux s'élève à 0,5 M€ suite aux différentes demandes faites par d'anciens salariés de la société, et ceci afin de couvrir le risque estimé par la Direction en fonction de l'avancement des dossiers. L'exercice précédent, la provision s'élevait à 0,6 M€.

RISQUES FISCAUX

Camper & Nicholsons

La procédure fiscale engagée à l'égard des sociétés Camper & Nicholsons International Ltd et Camper & Nicholsons France n'a pas connu d'évolution récente. Le dossier est toujours pendant devant la sous-direction du contrôle fiscal de la Direction Générale des Finances Publiques dans le cadre d'un recours hiérarchique exercé par les sociétés. Les sociétés considèrent que dans le cadre de ce recours hiérarchique, seront menées des

discussions constructives qui pourraient aboutir dans les mois à venir à un accord avec l'Administration Fiscale. Si ces négociations ne peuvent aboutir à un montant raisonnable pour les sociétés, elles contesteront par voie contentieuse la quasi totalité des redressements notifiés. Les redressements qui ont été notifiés par l'administration fiscale française s'élèvent à ce jour, à 16,8 M€ pour la société Camper & Nicholsons International Ltd et à 0,2 M€ pour la société Camper & Nicholsons France.

Bien qu'il soit encore trop tôt pour évaluer avec précision l'impact financier des procédures fiscales en cours d'instruction, le Groupe a prudemment provisionné le risque fiscal compte tenu de l'état actuel du dossier et des axes de défense envisagés.

Aucun complément de provision n'a été constaté, sur ce premier semestre. Ainsi, au 31 Mars 2014, le montant de la provision pour contrôle fiscal, s'élève à 4,8 M€.

SNP Boat Service et Rodriguez Group

Les sociétés SNP Boat Service et Rodriguez Group ne font à ce jour l'objet d'aucune vérification de comptabilité ou procédure en cours auprès de l'administration fiscale.

AUTRES PASSIFS OU LITIGES EVENTUELS

Au 31 Mars 2014, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

3. Principales transactions entre parties liées

Les informations sur les opérations entre les parties liées relatives au premier semestre 2013/2014 figurent en note 25 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 mars 2014.

4. Stratégie et perspectives

Rodriguez Group concentre désormais ses efforts et ses ressources sur le développement de la seule gamme AZUL, dont le Groupe est concepteur et maître d'œuvre, avec pour principal objectif de livrer le 165 dans les prochains mois.

Les services associés sont désormais la principale source de revenus pour le Groupe :

- ✓ Yacht Management
- ✓ Charter Marketing
- ✓ Retail Charter
- ✓ Crew Placement
- ✓ Shipchandler
- ✓ Chantier de Maintenance et de Refit

La recherche d'investisseurs demeure un point central pour l'avenir du Groupe et de ses différentes activités.

Nous vous remercions de votre confiance.

LE DIRECTOIRE

III. COMPTES CONSOLIDES RESUMES

AU 31 MARS 2014

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE (BILAN)

ACTIFS			
(En milliers d'euros)	Notes	31/03/2014	30/09/2013
Goodwill	6	19 417	19 521
Immobilisations incorporelles	7	183	190
Immobilisations corporelles	8	2 266	2 756
Actifs financiers	10	416	413
Actifs d'impôts différés	24		
Actifs non courants		22 282	22 880
Stocks	11	7 427	14 470
Clients	12	8 467	6 827
Autres actifs courants	10	3 877	5 173
Créances d'impôt sur le résultat	10	792	649
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	20 097	25 662
Actifs courants		40 660	52 781
Total des actifs		62 942	75 660
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
(En milliers d'euros)	Notes	31/03/2014	30/09/2013
Capital	14	1 750	1 750
Réserves et résultats consolidés		(151 747)	(107 360)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère		(149 997)	(105 610)
Intérêts non contrôlés			-
Capitaux propres		(149 997)	(105 610)
Dettes financières	17	-	79 965
Engagements envers le personnel	16	550	527
Autres provisions non courantes	16	10 750	9 886
Impôts différés	24		
Autres passifs non courants : passifs gelés à long terme	18	-	38 199
Passifs non courants	15	11 300	128 576
Dettes financières	17	116 643	7 627
Acomptes reçus	15	26 969	20 877
Fournisseurs	15	36 821	13 122
Dettes d'impôt sur le résultat	15	5 868	3 865
Autres passifs courants	15	15 339	7 203
Passifs courants	15	201 639	52 694
Total des passifs et des capitaux propres		62 942	75 660

COMPTE DE RESULTAT

(En milliers d'euros)	Notes	31/03/2014	31/03/2013 Corrigé	31/03/2013 Publié
Produits des activités ordinaires	19	15 703	21 160	21 160
Achats consommés		(10 105)	(37 472)	(37 472)
Autres achats		(6 123)	(8 162)	(8 162)
Charges de personnel		(6 175)	(6 901)	(6 901)
Impôts et taxes		(224)	(242)	(242)
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations	20	2 017	21 637	23 588
Autres produits et charges d'exploitation	21	9	(2 028)	(2 028)
Résultat opérationnel courant		(4 898)	(12 009)	(10 058)
Autres produits et charges opérationnels	22	(2 707)	(938)	(2 889)
Résultat opérationnel		(7 605)	(12 947)	(12 947)
Coût de l'endettement financier net		(30 483)	(2 650)	(2 650)
Autres produits financiers		129	30	30
Autres charges financières		(5 515)	(252)	(252)
Résultat financier	23	(35 869)	(2 873)	(2 873)
Résultat avant impôt		(43 474)	(15 820)	(15 820)
Produit (charge) d'impôt	24	(928)	142	142
Quote part du résultat net des sociétés mises en équivalence			-	-
Résultat net de la période		(44 402)	(15 677)	(15 677)
attribuable aux intérêts non contrôlés			16	16
attribuable aux propriétaires de la société mère		(44 402)	(15 693)	(15 693)
attribuable aux propriétaires de la société mère, par action	14	(3,59)	(1,27)	(1,27)
attribuable aux propriétaires de la société mère, dilué par action	14	(2,65)	(1,27)	(1,27)

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Cet état est présenté conformément aux dispositions de la norme IAS 1 révisée qui impose de présenter en bas du compte de résultat ou dans un tableau distinct les charges et les produits comptabilisés directement en capitaux propres.

Le résultat net complété de ces autres charges et produits constitue le résultat global.

(En milliers d'euros)	Notes	31/03/2014	31/03/2013
Résultat net de la période		(44 402)	(15 677)
Variation nette de juste valeur			-
Ecart de conversion		14	(11)
Résultat global des activités poursuivies		(44 388)	(15 688)
attribuable aux intérêts non contrôlés			16
attribuable aux propriétaires de la société mère		(44 388)	(15 704)
attribuable aux propriétaires de la société mère, par action	14	(3,58)	(1,27)
attribuable aux propriétaires de la société mère, dilué par action	14	(2,65)	(1,27)

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE

Conformément à la norme IAS 7, le Groupe a opté pour la méthode indirecte qui consiste à présenter les flux de trésorerie nets à partir du résultat.

(En milliers d'euros)	Notes	31/03/2014	31/03/2013
Résultat de la période		(44 402)	(15 677)
- Dotations aux amortissements, provisions, dépréciations		1 101	(925)
- Profits/Pertes de réévaluation (juste valeur)			
- Résultats de cession		285	(129)
- Charge (Produit) d'impôt différés	24	273	(184)
- Coût de l'endettement financier net	23	30 483	2 650
Marge brute d'autofinancement		(12 260)	(14 265)
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		8 312	15 737
- Impôts			21
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (Total I)		(3 948)	1 493
Opérations d'investissements			
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(361)	(106)
Cessions d'actifs corporels et incorporels		235	149
Variation des prêts et avances consentis		(3)	1
Acquisitions / cessions d'entités nettes de trésorerie acquise			
Autres flux liés aux opérations d'investissement		2	(12)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement (Total II)		(127)	32
Opérations de financement			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère			
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées			
Augmentation de capital en numéraire			
Rachats et reventes d'actions propres			12
Intérêts décaissés nets			
Encaissements liés aux nouveaux emprunts			(11)
Remboursements d'emprunts			(2 486)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement (Total III)		-	(2 484)
Variation de trésorerie (I+II+III)		(4 075)	(960)
Trésorerie d'ouverture (1)		23 405	19 339
Trésorerie de clôture (2)	13	19 330	18 379
Incidence des variations de cours des devises			1
Variation de trésorerie		(4 075)	(960)

(1) Dont trésorerie soumise à restriction - cf note 13

Rapprochement de la position de trésorerie avec l'état de la situation financière

(En milliers d'euros)	Notes	31/03/2014	30/09/2013	31/03/2013
Trésorerie active	A et 13	20 097	25 662	20 901
Trésorerie passive, dont :	A et 13	(767)	(2 257)	(2 522)
Trésorerie passive gelée			(698)	(790)
Concours bancaires courants		(767)	(1 559)	(1 732)
Trésorerie nette		19 330	23 405	18 379
Trésorerie de clôture état de flux de trésorerie		19 330	23 405	18 379

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(En milliers d'euros)	Capital	Réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Au 30 septembre 2012 Corrigé	1 750	(89 751)	1 094	(86 907)	(0)	(86 907)
Résultat au 31 mars 2013	-	(15 693)	-	(15 693)	-	(15 693)
Variation nette de juste valeur	-	-	-	-	-	-
Variation de l'écart de conversion	-	-	(11)	(11)	-	(11)
Titres autodétenus	-	12	-	12	-	12
Variations de périmètre	-	(56)	-	(56)	-	(56)
Autres variations	-	-	-	-	-	-
Au 31 mars 2013 Corrigé	1 750	(105 489)	1 083	(102 655)	(0)	(102 655)
Au 30 septembre 2013	1 750	(108 541)	1 181	(105 610)	-	(105 610)
Résultat au 31 mars 2014	-	(44 402)	-	(44 402)	-	(44 402)
Variation nette de juste valeur	-	-	-	-	-	-
Variation de l'écart de conversion	-	-	13	13	-	13
Titres autodétenus	-	2	-	2	-	2
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-	-	-
Au 31 mars 2014	1 750	(152 941)	1 194	(149 997)	-	(149 997)

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES**SOMMAIRE**

Note 1.	Informations générales	23
Note 2.	Principes comptables et méthodes d'évaluation	23
Note 3.	Liste des sociétés consolidées au 31 mars 2014	27
Note 4.	Faits marquants de la période.....	28
Note 5.	Evénements postérieurs	30
Note 6.	Goodwill.....	30
Note 7.	Immobilisations corporelles	31
Note 8.	Immobilisations incorporelles	32
Note 9.	Dépréciation d'Actifs.....	32
Note 10.	Actifs financiers par catégorie	35
Note 11.	Stocks.....	36
Note 12.	Clients	36
Note 13.	Trésorerie et équivalents de trésorerie	37
Note 14.	Capital et résultat par action	37
Note 15.	Passifs financiers par catégorie	38
Note 16.	Provisions et passifs éventuels	39
Note 17.	Dettes financières.....	41
Note 18.	Passif de la sauvegarde	42
Note 19.	Produits des activités ordinaires.....	42
Note 20.	Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	43
Note 21.	Autres produits et charges d'exploitation	43
Note 22.	Autres produits et charges opérationnels	44
Note 23.	Résultat financier net	44
Note 24.	Impôts différés	45
Note 25.	Informations relatives aux parties liées	46
Note 26.	Engagements et passifs éventuels	46
Note 27.	Secteurs opérationnels	48

Note 1. Informations générales

La société Rodriguez Group (« la Société ») est une société anonyme de droit français dont le siège social est situé en France, à Cannes. La Société est cotée à Paris sur le marché Eurolist d'Euronext, compartiment C (Code ISIN : FR0000062994).

La Société ainsi que ses filiales (« le Groupe ») exercent leur activité dans le domaine du yachting de luxe. Le Groupe conçoit, assure la maîtrise d'œuvre et commercialise des bateaux d'exception. Il propose également une gamme complète de services tels que le brokerage (intermédiation), le charter (location), l'entretien et le management de bateaux.

La période couverte par ce rapport a débuté le premier octobre 2013 pour s'achever le 31 mars 2014.

Le 27 mai 2014, le Directoire a arrêté les comptes semestriels consolidés résumés et a autorisé la publication des états financiers arrêtés au 31 mars 2014.

Les états financiers consolidés résumés sont présentés en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

Note 2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

2.1 Principes généraux d'évaluation

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne (référentiel disponible sur le site ec.europa.eu). Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations SIC (Standards Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les comptes semestriels consolidés résumés, clos au 31 mars 2014, sont présentés et ont été préparés sur la base des dispositions de la norme IAS 34 «information financière intermédiaire». S'agissant de comptes intermédiaires résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour la préparation des comptes consolidés. Ils doivent donc être lus en relation avec les comptes consolidés de l'exercice clos le 30 septembre 2013.

Les principes comptables utilisés pour les états financiers consolidés résumés sont identiques à ceux appliqués pour la préparation des comptes consolidés de l'exercice clos le 30 septembre 2013, à l'exception des nouvelles normes et interprétation suivantes qui sont d'application obligatoire pour l'exercice clos le 30 septembre 2014.

Norme ou Interprétation	Date entrée en vigueur (selon l'IASB)
IAS 19 - "Avantages du personnel : comptabilisation des régimes à prestations définies"	01/01/2013
IFRS 13 - "Evaluation de la juste valeur"	01/01/2013
Amendement IAS 12 - "Impôts différés - Recouvrement des actifs sous-jacents"	01/01/2013
Amendement IFRS 7 - "Présentation - compensation des actifs et passifs financiers"	01/01/2013
Amélioration des Normes IFRS (Mai 2012)	01/01/2013

En vertu de l'article 2 du règlement CE n° 149/2011, le Groupe a appliqué les modifications précédentes pour cet arrêté semestriel, l'exercice ayant été ouvert à compter du premier octobre 2013.

Ces textes n'ont toutefois pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes, interprétations et amendements publiés par l'IASB et entrés en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 01 Janvier 2014. Il s'agit notamment de :

Norme ou Interprétation	Date entrée en vigueur (selon l'IASB)	Publication du texte	Adoption par l'Europe
IAS 28 "Participation dans les entreprises associées et co-entreprises"	01/01/2013	mai-11	01/01/2014
IFRS 10 - Etats financiers consolidés	01/01/2013	mai-11	01/01/2014
IFRS 11 - Partenariats - Suppression de la possibilité d'utiliser l'intégration proportionnelle pour la consolidation des entités sous contrôle conjoint, seule la méthode de consolidation par mise en équivalence étant admise	01/01/2013	mai-11	01/01/2014
IFRS 12 - Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	01/01/2013	mai-11	01/01/2014
Amendement IFRS 10, IFRS 11, et IFRS 12 - Relatif aux modalités de transition	01/01/2014		01/01/2014
Amendement IAS 32 - Compensation des actifs et passifs financiers	01/01/2014	déc-12	01/01/2014
Amendement IAS 36 - "Information à fournir sur la valeur non recouvrable des actifs non financiers"	01/01/2014	mai-13	4ème trimestre 2013
Amendement IAS 39 - "Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture"	01/01/2014	juin-13	4ème trimestre 2013

2.2 Recours aux estimations

L'établissement d'états financiers dans le référentiel IFRS conduit la Direction du Groupe à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Ces hypothèses ayant un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les comptes et informations sujets à des estimations significatives concernent notamment les immobilisations corporelles et incorporelles, les stocks de bateaux neufs et d'occasion, les goodwill, les actifs financiers, les provisions pour risques et charges, les impôts différés actifs et l'actualisation du passif restant à rembourser dans le cadre de la sauvegarde.

2.3 Méthodes de consolidation

Toutes les sociétés clôturent leur exercice social au 30 septembre.

Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe intégrées globalement à partir de la date de prise de contrôle. Elles cessent de l'être lorsque le contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe. Une filiale est contrôlée lorsque le Groupe détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, sa politique financière et opérationnelle afin d'obtenir des avantages des activités de celle-ci. En général, les entreprises contrôlées sont celles dans lesquelles la société Rodriguez Group détient directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote.

Les comptes consolidés incluent la totalité des actifs, passifs, produits et charges de la filiale. Les capitaux propres et le résultat sont partagés entre la part du Groupe et celle des intérêts non contrôlés, sauf pour leur partie négative qui demeure entièrement affectée au Groupe.

Les états financiers sont consolidés à compter de la prise de contrôle jusqu'à la perte de celui-ci.

Participations dans les coentreprises

Les coentreprises sont des entités dont l'activité économique est sous contrôle conjoint, ce qui signifie que les décisions stratégiques, financières et opérationnelles correspondant à l'activité imposent un consentement unanime ou quasi unanime des parties partageant le contrôle.

Lorsqu'une entité exerce son activité directement dans le cadre d'un accord de coentreprise, la quote-part du Groupe dans les actifs et passifs, ainsi que dans les produits et charges de la coentreprise est comptabilisée dans les états financiers de l'entité.

Les statuts de Rodriguez Group Middle East prévoient que les décisions d'assemblée générale doivent être prises à l'unanimité des voix des actionnaires représentant la totalité du capital. Cette société est donc consolidée proportionnellement même si le pourcentage de détention du Groupe est de 55%.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont des entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable en matière de politique opérationnelle et financière sans en détenir le contrôle.

En général, il s'agit de sociétés dans lesquelles le Groupe détient au moins 20 % des droits de vote.

Les participations du Groupe dans des entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Il n'y a aucune filiale de ce type au 31 Mars 2014.

Opérations éliminées

Les soldes et transactions commerciales et financières, ainsi que les résultats provenant de transactions inter-sociétés sont éliminés dans le cadre de l'établissement des comptes consolidés.

Note 3. Liste des sociétés consolidées au 31 mars 2014

Sociétés	Méthode de consolidation	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts
SA RODRIGUEZ GROUP Port Canto 06400 Cannes N° SIRET : 697 220 879 000 46	Société mère	/	/
SA SNP BOAT SERVICE Port Canto 06400 Cannes N° SIRET : 300 774 791 000 10	Intégration globale	99.46	99.46
SAS GERARD RODRIGUEZ Port Camille Rayon 06220 Golfe Juan N° SIRET : 350 178 794 000 11	Intégration globale	100.00	100.00
SNP BOAT INCORPORATION 1651 Collins Avenue 33131 Miami Beach U.S.A	Intégration globale	100.00	99.46
SA SNP BOAT SERVICE TUNISIE 6 Rue Ibn Hazm – Cité Jardins 1002 Tunis TUNISIE	Intégration globale	99.75	99.21
SARL LE YACHT TUNISIE 6 Rue Ibn Hazm – Cité Jardins 1002 Tunis TUNISIE	Intégration globale	99.20	98.41
SA CAMPER & NICHOLSONS INTERNATIONAL 16 Allée Marconi L 2120 – LUXEMBOURG	Intégration globale	99.90	99.90
SNP BOAT SERVICE ITALIA SPA Piazza Corvetto 2/5 16100 Genova ITALIE	Intégration globale	87.30	86.83
RODRIGUEZ GROUP MIDDLE EAST LLC #904 Al Hawai Tower, Shai kh Zayed Road P.O Box No. 29717 Dubai - UAE	Intégration proportionnelle	55.00	54.70

Note 4. Faits marquants de la période

Projet de modification du plan de sauvegarde

Le 21 octobre 2013, Rodriguez Group a réuni son Conseil de Surveillance, ainsi que le Conseil d'Administration de sa filiale SNP Boat Service, aux fins de recueillir les observations de la Direction du Groupe sur, d'une part, le premier bilan de la saison 2012/2013 et, d'autre part, l'exécution des obligations mises à sa charge par le plan de sauvegarde.

A cette occasion, la Direction du Groupe RODRIGUEZ, par la voix de son Président du Directoire Anne-Lise COLONNA DE LECA, a confirmé s'être engagée dans un processus de discussion de la dette bancaire moratorisée avec les créanciers du pool.

C'est dans ces conditions, et avec l'aval du Conseil de Surveillance, que la Direction du Groupe RODRIGUEZ a déposé jeudi 31 octobre 2013 un projet de modification de son plan de sauvegarde devant le Tribunal de Commerce de Cannes.

Celui-ci n'ayant pas été accepté par le Tribunal, Rodriguez Group et sa filiale SNP Boat Service ont été mis en redressement judiciaire, suite à la résolution de leurs plans de sauvegarde respectifs.

Mise en Redressement judiciaire du Groupe Rodriguez

Par jugement en date du 7 janvier 2014, notifié le 9 janvier, le Tribunal de Commerce de Cannes a prononcé l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard des sociétés SNP Boat Service et Rodriguez Group.

Cette mesure est la conséquence automatique du non règlement de l'échéance 2013 du plan de sauvegarde de SNP Boat Service, la société ayant entamé au cours de l'été des discussions avec ses principaux créanciers pour revoir ce plan et alléger la charge de la dette, qui s'élève à 116 M€ (dont 65 M€ de dette obligataire).

Elles ouvrent au bénéfice des sociétés SNP Boat Service et Rodriguez Group une période d'observation de six mois renouvelables, aux fins de trouver une solution de désendettement définitive. Sur le 1^{er} Semestre 2013/2014, aucun accord n'est intervenu entre la société et ses créanciers bancaires, et le groupe poursuit sa recherche d'investisseurs.

Lancement d'une Recherche de Partenaires Extérieurs

Compte tenu de l'impossibilité de présenter un plan de redressement en l'état actuelle des choses, et suite à l'audience intervenue en date du 11 mars 2014 prorogeant la période d'observation, il a été décidé de procéder à un appel d'offre par voie de Presse :

« RODRIGUEZ GROUP : RECHERCHE DE CANDIDATS INVESTISSEURS ENTREPRISE EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE – GROUPE FRANÇAIS IMPLANTE SUR LA COTE D'AZUR SPECIALISE DANS LA PRODUCTION ET LA VENTE DE YACHT DE LUXE ».

Cette offre a fait l'objet d'une publicité sur le site Internet du conseil National des Administrateurs Judiciaires ainsi que dans les journaux suivants : Les Echos et l'Avenir.

La date limite de remise des offres qui avait été fixée au Lundi 28 Avril 2014 a été repoussée jusqu'au 02 Juin 2014.

Fin de Partenariat avec le Groupe San Lorenzo

Au 31 Décembre 2013, le partenariat avec le Groupe San Lorenzo, signé en Janvier 2011, a pris fin. Le contrat de sous-location conclu par la société SNP Boat Service, afférent aux locaux du groupe Sanlorenzo à Antibes, a également expiré le 30 juin 2013.

Fermeture de SNP Boat Service Italia

Les opérations de liquidation aux fins de procéder à la fermeture définitive de la filiale SNP Boat Service Italia se sont poursuivies sur le 1^{er} Semestre 2013/2014. Cette société n'avait plus sur l'exercice 2012/2013 aucune activité, ni salarié. Une partie des actifs de la société ont été vendus sur l'exercice précédent afin de préparer les opérations liées à la fermeture de cette société.

Gouvernance

Le 22 Mars 2013, le Conseil de Surveillance a nommé Anne-Lise COLONNA DE LECA Président du Directoire de Rodriguez Group et Président Directeur Général de l'ensemble des sociétés affiliées. Anne-Lise COLONNA DE LECA assure depuis maintenant plus d'un an la représentation de Rodriguez Group désignée aux fonctions de Président du Conseil d'Administration de la société Camper & Nicholson International Ltd.

Rosano CECHETTI a été nommé membre du Directoire, et administrateur de la société SNP Boat Service, en lieu et place de Laurent PERIGNON.

Une partie des membres du Conseil de Surveillance a été renouvelée en parallèle de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle d'approbation des comptes 2011/2012.

Liliane DELPECH, Directrice des Bureaux et collaboratrice du Groupe depuis près de 35 ans, a succédé à Laurence RODRIGUEZ comme membre du Conseil de Surveillance de Rodriguez Group.

Jean LECOMTE, membre du Conseil de Surveillance, a succédé à Alexandre RODRIGUEZ, démissionnaire, à la Présidence du Conseil de Surveillance de Rodriguez Group.

Michael PAYNE a été nommé en qualité de Chief Executive Officer de Camper & Nicholson International Ltd.

Note 5. Evénements postérieurs**Fin de partenariat avec le Groupe Cerri-Baglietto**

Le Groupe Rodriguez a déposé une requête afin de procéder à la résiliation amiable et anticipée du contrat d'exclusivité mondiale de janvier 2012, ainsi que d'un contrat d'achat portant sur le CERRI 86/814. La résiliation du contrat d'exclusivité a ainsi donc été actée.

Rodriguez Group livrera avant la fin du mois de Juin 2014, le dernier 102' *Flying Sport* construit en partenariat avec le chantier CERRI, marquant ainsi de manière positive la fin d'une collaboration de deux ans satisfaisante pour les deux Groupes. Rodriguez Group concentre désormais ses efforts et ses ressources sur le développement de la seule gamme AZUL, dont le Groupe est concepteur et maître d'œuvre.

Note 6. Goodwill

Liste des goodwill (en valeur nette comptable) :

Société ou groupe	Année d'acquisition	Monnaie	31/03/2014	30/09/2013
Camper & Nicholsons	2001	€	19 397	19 397
BSA	2002	USD	0	42
Le Yacht Tunisie	2004	€	20	20
SNP BOAT Italie	2007	€	0	61
Valeur nette comptable			19 417	19 521

L'acquisition de la société Camper & Nicholsons international Ltd ayant été réalisée avant le passage aux IFRS, le goodwill a été maintenu en Euro, et non dans la monnaie de la société acquise.

(En milliers d'euros)	31/03/2014	30/09/2013
Goodwill nets à l'ouverture	19 521	21 080
Acquisitions	-	-
Cessions	-	-
Variations de change	-	-
Dépréciations	(104)	(1 559)
Goodwill nets à la clôture	19 417	19 521

Les titres des sociétés BSA, et SNP Boat Service ITALIA ont été intégralement dépréciés, les sociétés étant à ce jour en cours de liquidation.

L'organisation du Groupe permet d'allouer les goodwill constatés lors des regroupements d'entreprises aux 5 unités génératrices de trésorerie concernées :

UGT	Valeur comptable par UGT	
	31/03/2014	30/09/2013
Vente de bateaux	-	61
Réparations navales	-	-
Services & Brokerage (CNI)	19 397	19 439
Autres services	-	-
Tunisie	20	20
TOTAL	19 417	19 521

Note 7. Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	Constructions	Matériel et outillage	Autres immo. corp.	Total
Valeur brute à l'ouverture	2 087	1 625	9 124	12 836
Ecart de conversion	10	5		15
Cessions/ sortie	(305)	(15)	(911)	(1 231)
Variations de périmètre				
Acquisitions		28	332	361
Reclassements				
Valeur brute à la clôture	1 793	1 644	8 545	11 981
Amortissements cumulés à l'ouverture	1 474	1 313	7 293	10 081
Ecart de conversion	5	5	(1)	9
Cessions / sortie	(16)	(6)	(731)	(753)
Variations de périmètre				
Dotations aux amortissements	30	52	298	380
Dotations aux dépréciations				
Reclassements				
Amortissements cumulés à la clôture	1 493	1 363	6 859	9 715
Valeur nette comptable à l'ouverture	613	312	1 831	2 756
Valeur nette comptable à la clôture	300	280	1 686	2 266

Note 8. Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	Frais R&D	Fonds commercial	Marques et licences	Total
Valeur brute à l'ouverture	-	149	411	560
Ecart de conversion				
Cessions/ sorties			(25)	(25)
Variations de périmètre				
Acquisitions				
Reclassements et autres				-
Valeur brute à la clôture	-	149	386	535
Amortissements cumulés à l'ouverture	-	146	224	370
Ecart de conversion				
Cessions/ sorties			(25)	(25)
Variations de périmètre				
Dotations aux amortissements		3	3	6
Dotations aux dépréciations				
Reclassements et autres				
Amortissements cumulés à la clôture	-	149	202	351
Valeur nette comptable à l'ouverture	-	3	187	190
Valeur nette comptable à la clôture	-	(0)	183	183

Note 9. Dépréciation d'Actifs

La méthodologie utilisée pour les tests de dépréciation est décrite en note 4.8 « Perte de valeur » du rapport établi sur les comptes consolidés au 30 septembre 2013.

Les valeurs recouvrables ont été calculées à partir de la valeur d'utilité qui correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés et de sa sortie à la fin de la durée de vie estimée. Les flux de trésorerie ont été déterminés à partir du dernier business plan du Groupe.

UGT Camper & Nicholsons (CNI)

Le test de valeur effectué sur CNI concerne l'ensemble des actifs de L'UGT y compris le besoin en fonds de roulement, qui compte tenu de l'activité particulière et des avances accordées par les clients est négatif et considéré comme normatif. La valeur d'utilité de l'UGT CNI repose sur les prévisions de cash flow à 5 ans qui sont actualisées au taux de 10,04% (comme à la clôture de l'exercice précédent).

Ce taux avait été modifié au 30 septembre 2013 afin de prendre en compte un risque supplémentaire lié aux résultats de CNI. Le test a été réalisé sur la base des hypothèses présentées ci-après.

PRINCIPALES HYPOTHESES RETENUES

Taux et Durée

	31/03/2014	30/09/2013
	CNI	CNI
Taux sans risque	2,48%	2,48%
Prime de risque	5,01%	5,01%
Coefficient Béta	1,51	1,51
Taux d'actualisation après impôts	10,04%	10,04%
Durée des prévisions	5 ans	5 ans
Taux de croissance à l'infini	2%	2%
Taux d'impôt	30%	30%

Budget

Le budget de CNI présente les hypothèses suivantes :

Budget CNI	entre	et
Evolution du Chiffre d'affaires / an (1)	0,0%	14,1%
Evolution des Coût Variable sur Chiffre d'affaires / an	0,0%	14,1%
Evolution des Charges fixes / an	1,69%	2,00%
Evolution du BFR / an	0,1 M€	0,2 M€
Evolution des Investissements / an	0,1 M€	0,2 M€
Cash-Flow obtenus / an	0,6 M€	2,3 M€

(1) hypothèses de croissance du chiffre d'affaires et des coûts variables : 2013/2014 → +5,8% ; 2014/2015 → +8,7 % ; 2015/2016 → +10,1% ; 2016/2017 → +14,1%

Valorisation des Actifs testés

Le total des actifs testés s'élève à 21 315 K€ et a été calculé de la manière suivante :

Actifs testés	CNI
Goodwill Camper&Nicholsons	23 918
Actifs Incorporels	171
Actifs Corporels	1 324
Actifs Financiers	262
Besoin en Fond de roulement	(4 360)
	21 315

Résultat des tests de dépréciation

Les résultats du test présentent une valeur recouvrable inférieure à l'actif testé.

Le montant de la provision au 31/03/2014, devrait s'élever à 1 115 K€. Or une provision de 4 521 K€ avait déjà été constatée au 30/09/2013. Aussi aucune dépréciation complémentaire n'est à constater.

	Actifs testés	Valeur recouvrable	Dépréciation 31/03/2014	Dépréciation au 30/09/2013
Camper & Nicholsons	21 315	20 200	1 115	4 521
TOTAL 31/03/2014	21 315	20 200	1 115	

Tests de sensibilité

L'actif net testé a fait l'objet d'un test de sensibilité portant sur différentes hypothèses dont les résultats ont été reportés dans le tableau suivant. On y retrouve la valeur recouvrable de l'actif testé de l'UGT Camper & Nicholsons dont le montant s'élève à 21 315 K€.

En fonction de l'hypothèse retenue, l'impact sur le résultat constate soit une augmentation, soit une réduction des cash-flows.

	Actifs testés	Valeur recouvrable de base	Valeur recouvrable des actifs testés	Impact sur le test réalisé	Dépréciation au 31/03/2014
hypothèse 1 : hausse du taux d'actualisation de 1 point	21 315	20 200	17 836	2 364	6 885
hypothèse 2 : Baisse du taux d'actualisation de 1 point	21 315	20 200	23 258	-3 058	4 521
hypothèse 3 : Hausse du taux de croissance à l'infini de 0,5 point	21 315	20 200	19 362	838	5 359
hypothèse 4 : Baisse du taux de croissance à l'infini de 0,5 point	21 315	20 200	21 160	-960	4 521
hypothèse 5 : Augmentation du CA limité à 5% par an sans réduction des charges	21 315	20 200	17 157	3 043	7 564
hypothèse 6 : Augmentation du CA limité à 5% par an avec réduction des charges	21 315	20 200	27 298	-7 098	4 521
hypothèse 7 : hypothèse 5 lié à l'hypothèse 1	21 315	20 200	14 895	5 305	9 826
hypothèse 8 : hypothèse 5 lié à l'hypothèse 2	21 315	20 200	20 094	106	4 627
hypothèse 9 : hypothèse 6 lié à l'hypothèse 1	21 315	20 200	23 869	-3 669	4 521
hypothèse 10 : hypothèse 6 lié à l'hypothèse 2	21 315	20 200	31 739	-11 539	4 521

- (1) Le test réalisé a été effectué en retenant uniquement un accroissement de 5% du chiffre d'affaires par an ainsi que pour la détermination de la valeur terminale, et en tenant compte d'une politique plus ou moins incisive de limitation et de rationalisation des frais de structure, à mettre en place par la Direction.
- (2) Les tests réalisés ont été établis sur des hypothèses combinées, avec par exemple pour l'hypothèse 7, une hausse du taux d'actualisation de 1 point et une augmentation du chiffre d'affaires limitée à 5% par an sans réduction de charges.

Note 10. Actifs financiers par catégorie

Les tableaux ci-après présentent la valeur comptable des catégories d'instruments financiers:

Au 31 mars 2014

(En milliers d'euros)	Montant au bilan 31/03/2014	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs exclus du champ d'application d'IAS 39
Immobilisations corporelles	2 266	-	-	-	-	2 266
Immobilisations incorporelles	183	-	-	-	-	183
Goodwill	19 417	-	-	-	-	19 417
Autres actifs financiers	416	-	416	-	-	-
Impôts différés actifs	-	-	-	-	-	-
ACTIFS NON COURANTS	22 282	-	416	-	-	21 866
Stocks	7 427	-	-	-	-	7 427
Créances clients	8 467	-	8 467	-	-	-
Acomptes fournisseurs	671	-	671	-	-	-
Autres créances	2 413	-	-	-	-	2 413
Actifs d'impôts exigibles	792	-	-	-	-	792
Autres actifs courants	792	-	-	-	-	792
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20 097	-	20 097	-	-	-
ACTIFS COURANTS	40 660	-	29 235	-	-	11 425

Les valeurs comptables des actifs financiers correspondent à leur juste valeur.

Au 30 septembre 2013

(En milliers d'euros)	Montant au bilan 30/09/2013	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs exclus du champ d'application d'IAS 39
Immobilisations corporelles	2 756	-	-	-	-	2 756
Immobilisations incorporelles	190	-	-	-	-	190
Goodwill	19 521	-	-	-	-	19 521
Autres actifs financiers	413	-	413	-	-	-
Impôts différés actifs	-	-	-	-	-	-
ACTIFS NON COURANTS	22 880	-	413	-	-	22 467
Stocks	14 470	-	-	-	-	14 470
Créances clients	6 827	-	6 827	-	-	-
Acomptes fournisseurs	953	-	953	-	-	-
Autres créances	3 416	-	237	-	-	3 179
Actifs d'impôts exigibles	649	-	-	-	-	649
Autres actifs courants	804	-	-	-	-	804
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 662	-	20 319	-	5 343	-
ACTIFS COURANTS	52 781	-	28 336	-	5 343	19 102

Note 11. Stocks

(En milliers d'euros)	31/03/2014	30/09/2013
Bateaux neufs (brut)	1 977	9 336
Dépréciation	-	(2 098)
Bateaux neufs (net)	1 977	7 239
Bateaux d'occasion (brut)	11 498	14 318
Dépréciation	(10 689)	(11 809)
Bateaux d'occasion (net)	808	2 509
En cours	404	459
Stock de bateaux (net)	3 189	10 207
Marchandises (brut)	4 435	4 517
Dépréciation	(197)	(255)
Stock de marchandises (net)	4 238	4 263
Total stocks	7 427	14 470

Le stock de bateaux neufs correspond à des bateaux finis non vendus et à des bateaux en cours de construction. Les «en-cours» correspondent à des travaux engagés sur les bateaux d'occasion. Les stocks de bateaux neufs et d'occasion font l'objet d'une dépréciation au cas par cas quand la valeur nette de réalisation devient inférieure au coût.

La valeur nette de réalisation des bateaux en stock immédiatement disponibles à la livraison (neufs et occasion) est déterminée en se basant sur les prix de vente des transactions réalisées au cours de l'exercice pondérés en fonction de l'âge et de l'état du bateau et en tenant compte des travaux de maintien en état nécessaires pour rendre le stock liquide.

Note 12. Clients

(En milliers d'euros)	31/03/2014	30/09/2013
Clients	11 323	9 442
Dépréciation	(2 857)	(2 615)
Total	8 467	6 827

Le montant des créances clients bateaux neufs en cours de construction s'élève à 4,6 M€ au 31 mars 2014 contre 2,4 M€ au 30 septembre 2013. Ces créances résultent de l'avancement de la production déduction faite des acomptes reçus. Le système comptable en place ne permet pas de présenter les montants nets individualisés par dépassement d'échéance. Les provisions sur créances clients restent stables sur la période.

Note 13. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En milliers d'euros)	31/03/2014	Variation	30/09/2013
Valeurs mobilières de placement	865	(1 251)	2 116
Disponibilités	19 232	(4 314)	23 546
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20 097	(5 565)	25 662
Découverts et concours bancaires courants	(767)	1 490	(2 257)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets	19 330	(4 075)	23 405

La trésorerie nette consolidée demeure positive et s'établit au 31 mars 2014 à 19,3 M€ contre 23,4 M€ à la clôture de l'exercice 2012/2013.

Cette diminution s'explique principalement par les pertes dégagées par les activités opérationnelles (3,9 M€).

L'utilisation de la trésorerie active est soumise aux restrictions suivantes :

- Trésorerie bloquée chez le mandataire, dans le cadre du plan de sauvegarde (1,1 M€) et dans le cadre du redressement judiciaire (0,6 M€);
- Trésorerie représentative d'acomptes reçus des clients, dans le cadre des activités des sociétés du Groupe Camper & Nicholson's (15,8 M€).

Note 14. Capital et résultat par action

Le capital est composé de 12 500 000 actions de 0,14 euro de nominal (soit 1 750 K€), entièrement libérées.

Au 31 mars 2014, le Groupe détient 115 495 actions propres.

	31/03/2014	30/09/2013
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère (<i>milliers d'euros</i>)	(44 402)	(18 683)
Nombre moyen pondéré d'actions (<i>milliers</i>)	12 385	12 385
Résultat en euros par action	(3,59)	(1,51)
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère (<i>milliers d'euros</i>)	(44 402)	(18 683)
Nombre moyen pondéré d'actions (<i>milliers</i>)	12 385	12 385
Ajustements liés aux instruments dilutifs	4 361	4 361
Nombre moyen d'actions retenu pour la détermination du résultat dilué par action	16 746	16 746
Résultat dilué par action (en euros)	(2,65)	(1,12)

Aucun dividende n'a été versé au cours du premier semestre 2013/2014.

Note 15. Passifs financiers par catégorie

Les tableaux ci-après présentent la valeur comptable des catégories d'instruments financiers:

Au 31 mars 2014

(En milliers d'euros)	Montant au bilan 31/03/2014	Passifs financiers au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	Dérivés de couverture de flux de trésorerie	Passifs exclus du champ d'application d'IAS 39
Dettes financières	-	-	-	-	-
Engagements envers le personnel	550	-	-	-	550
Provisions	10 750	-	-	-	10 750
Passifs d'impôts différés	-	-	-	-	-
Passifs gelés à long terme	-	-	-	-	-
PASSIFS NON COURANTS	11 300	-	-	-	11 300
Dettes financières	116 643	116 643	-	-	-
Acomptes reçus	26 969	26 969	-	-	-
Dettes fournisseurs	36 821	36 821	-	-	-
Dettes d'impôt exigible	5 868	-	-	-	5 868
Autres passifs courants	15 339	15 575	-	-	-
PASSIFS COURANTS	201 639	196 007	-	-	5 868

Au 30 septembre 2013

(En milliers d'euros)	Montant au bilan 30/09/2013	Passifs financiers au coût amorti	Passifs financiers gelés actualisés	Dérivés de couverture de flux de trésorerie	Passifs exclus du champ d'application d'IAS 39
Dettes financières	79 965	-	79 965	-	-
Engagements envers le personnel	527	-	-	-	527
Provisions	9 886	-	2 839	-	7 047
Passifs d'impôts différés	-	-	-	-	-
Passifs gelés à long terme	38 199	-	38 199	-	-
PASSIFS NON COURANTS	128 576	-	121 002	-	7 574
Dettes financières	7 627	1 559	6 068	-	-
Acomptes reçus	20 877	19 584	1 293	-	-
Dettes fournisseurs	13 122	10 825	2 297	-	-
Dettes d'impôt exigible	3 865	-	-	-	3 865
Autres passifs courants	7 204	4 464	890	-	1 850
PASSIFS COURANTS	52 694	36 431	10 547	-	5 715

La valeur comptable des passifs financiers correspondent à leur juste valeur.

Le montant des acomptes clients de 14,3 M€ est net des compensations avec les créances clients bateaux neufs en cours de construction (Cf Note 12 «Clients»).

Note 16. Provisions et passifs éventuels**Analyse des provisions**

Ces provisions sont classées en passifs non courants.

(En milliers d'euros)	30/09/2013	Dotations	Reprises	Autres	31/03/2014
Engagements de retraite	527	31	(8)		550
Provisions pour risques et charges	9 886	1 427	(795)	232	10 750
Solde à la clôture	10 413	1 458	(803)	232	11 300

(1) cf Note 20

La provision pour risques et charges inclut notamment :

(En milliers d'euros)	31/03/2014	30/09/2013
Contrôle fiscal / Risque social	5 451	5 568
Litiges clients	2 270	2 696
Litiges fournisseurs et autres	767	272
Pertes à terminaison (1)	-	-
Perte sur Contrat (2)	2 261	1 350
Solde à la clôture	10 750	9 886

(1) sur bateaux neufs en cours de construction

(2) sur la reprise de bateaux d'occasions

RISQUES FINANCIERS

La gestion des risques financiers repose sur des stratégies spécifiques en matière de risque de taux d'intérêt, de risque de change, de risque de liquidité et de risque de crédit.

Risque de liquidité

La procédure de sauvegarde avait eu un effet mécanique structurel sur la dette, en gelant une partie de celle-ci et en l'étalant de 3 à 10 ans en fonction des sociétés du Groupe. Cependant, les montants gelés sont d'une importance telle, près de 116 M€ en ce qui concerne la dette bancaire (dont 65 M€ de dette obligataire), qu'une fois le stock de bateaux finis vendu que la société n'a pas pu honorer l'intégralité de son échéance d'octobre 2013, qui s'élevait à près de 8 M€, dont 6 M€ uniquement pour les établissements bancaires. Les sociétés Rodriguez Group et SNP Boat Service ont donc été mises en redressement judiciaire.

Au 31 Mars 2014, la trésorerie nette active s'élève à 20,1 M€.

Si l'on ne tient pas compte des sommes en séquestre chez les mandataires et des sommes correspondant à des avances et acomptes soumis à restriction (Note 13), la trésorerie nette s'élève alors à 2,4 M€.

Risques assurables

La majeure partie des risques encourus par le Groupe est couverte au travers d'un programme d'assurances couvrant les risques de dommages / pertes d'exploitation et de responsabilité civile, selon le principe de garantie « Tous risques sauf ». Les polices d'assurance contractées sur les biens mobiliers (stock de bateaux et de marchandises, immobilisations et biens en location ou en leasing...) présentent des niveaux de couverture élevés. Sont également assurés, au cas par cas, les risques de transport de bateaux ainsi que certains risques particuliers ponctuels.

RISQUES SOCIAUX

SNP Boat Service

Au 31 Mars 2014, la provision pour risque prud'homaux s'élève à 0,5 M€ suite aux différentes demandes faites par d'anciens salariés de la société, et ceci afin de couvrir le risque estimé par la Direction en fonction de l'avancement des dossiers. L'exercice précédent, la provision s'élevait à 0,6 M€.

RISQUES FISCAUX

Camper & Nicholsons

La procédure fiscale engagée à l'égard des sociétés Camper & Nicholsons International Ltd et Camper & Nicholsons France n'a pas connu d'évolution récente. Le dossier est toujours pendant devant la sous-direction du contrôle fiscal de la Direction Générale des Finances Publiques dans le cadre d'un recours hiérarchique exercé par les sociétés. Les sociétés considèrent que dans le cadre de ce recours hiérarchique, seront menées des discussions constructives qui pourraient aboutir dans les mois à venir à un accord avec l'Administration Fiscale. Si ces négociations ne peuvent aboutir à un montant raisonnable pour les sociétés, elles contesteront par voie contentieuse la quasi totalité des redressements notifiés. Les redressements qui ont été notifiés par l'administration fiscale française s'élèvent à ce jour, à 16, 8 M€ pour la société Camper and Nicholsons International Ltd et à 0,2 M€ pour la société Camper & Nicholsons France.

Bien qu'il soit encore trop tôt pour évaluer avec précision l'impact financier des procédures fiscales en cours d'instruction, le Groupe a prudemment provisionné le risque fiscal compte tenu de l'état actuel du dossier et des axes de défense envisagés.

Aucun complément de provision n'a été constaté, sur ce premier semestre. Ainsi, au 31 Mars 2014, le montant de la provision pour contrôle fiscal, s'élève à 4,8 M€.

SNP Boat Service et Rodriguez Group

Les sociétés SNP Boat Service et Rodriguez Group ne font à ce jour l'objet d'aucune vérification de comptabilité ou procédure en cours auprès de l'administration fiscale.

AUTRES PASSIFS OU LITIGES EVENTUELS

Au 31 Mars 2014, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

Note 17. Dettes financières

L'endettement financier net du Groupe se présente comme suit :

(En milliers d'euros)	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	31/03/2014	30/09/2013
Emprunt obligataire	-	-	-	-	42 001
Emprunts auprès établissements de crédit	-	-	-	-	37 366
Dettes financières location financement	-	-	-	-	-
Trésorerie passive gelée	-	-	-	-	598
Dettes financières non courantes	-	-	-	-	79 965
Emprunt obligataire	-	-	-	-	-
Emprunts auprès établissements de crédit	115 876	-	-	115 876	5 968
Dettes financières location financement	-	-	-	-	-
Concours bancaires courants	767	-	-	767	1 559
Trésorerie passive gelée	-	-	-	-	100
Dettes financières courantes	116 643	-	-	116 643	7 627
Dettes financières totales	116 643	-	-	116 643	87 592
Valeurs mobilières de placement	(865)	-	-	(865)	(2 116)
Disponibilités	(19 232)	-	-	(19 232)	(23 546)
Trésorerie	(20 097)	-	-	(20 097)	(25 662)
Endettement net	96 546	-	-	96 546	61 929

Evolution de l'endettement

L'augmentation de l'endettement net, qui s'élève à 34,6 M€, provient essentiellement :

- de l'actualisation (charge d'intérêts) de l'emprunt obligataire pour 22,7 M€ et de l'emprunt bancaire pour 7,9 M€. Cette actualisation se traduit par une charge d'intérêt au compte de résultat et une augmentation de la valeur de la dette au bilan ;
- d'une diminution de la trésorerie nette pour 4,1 M€.

Note 18. Passif de la sauvegarde

La mise en place de la procédure de sauvegarde avait conduit à « geler » à la date du 7 avril 2009, une partie significative des passifs financiers et non financiers, courants et non courants. Conformément à la liste des créances art. L624-1 du C.Com établie le 22 juin 2010 par le mandataire judiciaire et aux différentes transactions intervenues postérieurement, le passif restant à rembourser au 30 septembre 2013 dans le cadre de la procédure de sauvegarde se décomposait de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	Montants gelés au bilan 30/09/2013	Selon état du mandataire judiciaire protocolé ou hors plan	Admis	Contesté	Non déclaré
Emprunt obligataire	42 002		42 002		
Emprunt bancaire	43 335		43 335		
Découvert	698		698		
Provision pour risques et charges Clients	2 756 11 000		7 259	5 595	902
Provision pour risques et charges Fournisseurs	83 26 624		25 130	323	1 254
Provision pour risques et charges Dettes fiscales et sociales	- 5 055		5 055		
Totaux	131 553	-	123 479	5 918	2 156

Leur règlement était effectué en fonction des échéanciers de paiement et des plans de sauvegarde tels que validés par le Tribunal de Commerce de Cannes. Aucun règlement n'est intervenu depuis le 30 septembre 2013.

Note 19. Produits des activités ordinaires

Détail des produits

Les produits de l'activité du Groupe pour le premier semestre 2013/2014 s'élèvent à 15,7 M€ contre 21,2 M€ par rapport à l'exercice précédent, soit une baisse de 25,9 %.

(En milliers d'euros)	31/03/2014	31/03/2013
Ventes de bateaux neufs	2 950	8 931
Ventes de bateaux d'occasion	1 948	1 800
Prestations de services	10 105	9 751
Ventes de marchandises	388	445
Autres	312	234
Produits de l'activité	15 703	21 160

Détail des prestations de services

(En milliers d'euros)	31/03/2014	31/03/2013
Commissions sur ventes	4 983	3 983
Commissions sur locations	977	1 341
Autres prestations	4 146	4 427
Total prestations de services	10 105	9 751

Note 20. Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions

(En milliers d'euros)	31/03/2014	31/03/2013 Corrigé	31/03/2013 Publi ^é
Dotations aux amortissements :	(387)	(459)	(459)
- des actifs incorporels	(7)	(4)	(4)
- des actifs corporels	(380)	(456)	(456)
Dépréciations / reprises nettes sur actifs circulants (1)	3 035	22 746	22 746
Dotations / reprises de provisions pour risques et charges	(631)	(650)	1 301
Total	2 017	21 637	23 588

(1) Hors reprises de provisions sur créances clients

La correction effectuée sur les dotations/reprises de provisions pour risques et charges sur le 1^{er} semestre 2012/2013, pour un montant de 2 M€ correspond à la provision pour contrôle fiscal qui a été reclassée en autres charges et produits opérationnels.

Les reprises nettes de provisions et amortissements s'élèvent à 3,8 M€ sur le premier semestre 2013/2014 contre une reprise nette de 23,5 M€ sur le premier semestre 2012/2013. Cette variation provient principalement des reprises nettes sur actif circulant, relative à la vente de plusieurs bateaux d'occasion très anciens sur le semestre.

Note 21. Autres produits et charges d'exploitation

(En milliers d'euros)	31/03/2014	31/03/2013
Pertes sur créances (nettes des reprises sur provision)	27	(114)
Autres charges et produits d'exploitation	(18)	(1 914)
Total	9	(2 028)

Les autres charges et produits d'exploitation sont nuls sur le premier semestre 2013/2014. L'exercice précédant ceux-ci correspondaient principalement à la réalisation de différents accords transactionnels conclus avec d'anciens clients et anciens partenaires du Groupe, et des litiges commerciaux antérieurs réglés sur la période.

Note 22. Autres produits et charges opérationnels

La correction effectuée sur les autres charges et produits opérationnels sur le 1^{er} semestre 2012/2013, pour un montant de 2 M€ correspond à la provision pour contrôle fiscal qui avait été comptabilisée en dotations/Reprises de provisions pour risques et charges.

(En milliers d'euros)	31/03/2014	31/03/2013 Corrigé	31/03/2013 Publié
Plus ou moins values de cessions d'immobilisations	(285)	129	129
Plus ou moins values de cessions de titres de participation	-	-	-
Dépréciations :	-	-	-
- Des actifs incorporels	-	-	-
- Des actifs corporels	-	-	-
Autres (charges) et produits opérationnels	(2 422)	(1 067)	(3 018)
Total	(2 707)	(938)	(2 889)

Les autres charges opérationnelles s'élèvent à -2,3 M€ sur le premier semestre 2013/2014 contre -5 M€. Celles-ci correspondent principalement au débouclage d'un litige ancien sur SNP Boat Service (-0,4 M€), ainsi qu'à l'annulation des transactions fiscales réalisées par le Groupe Rodriguez en mai 2010 sur les exercices contrôlés 2005 à 2007, ou l'administration fiscale avait consentie des modérations sur les sommes dues (-1,6 M€). L'annulation de ces transactions est due à la fin du plan de sauvegarde.

Note 23. Résultat financier net

(En milliers d'euros)	31/03/2014	31/03/2013
Coût de l'endettement financier brut (1)	(30 483)	(2 650)
Produits d'intérêts	-	0
Coût de l'endettement financier net	(30 483)	(2 650)
Produits et charges financiers liés à l'actualisation (2)	(5 386)	(544)
Autres produits et charges financiers	7	27
Différences de change	(7)	295
Résultat financier net	(35 869)	(2 872)

(1) Dont charge d'actualisation (intérêts) sur emprunt obligataire : -22,6 M€ et charge d'actualisation sur dette bancaire : -7,9M€.

(2) Dont charge d'actualisation sur passif arrêté dans le cadre de la procédure de sauvegarde -5,2 M€.

La charge nette totale d'actualisation de la dette remboursable dans le cadre de la procédure de sauvegarde s'élève à -35,7 M€ sur la période. L'ensemble des charges d'actualisations correspondant aux différents protocoles et plan qui avaient été homologués en Avril 2010, et qui sont devenus caduques suite à la résolution du plan de paiement moratorisé, ont été comptabilisés sur la période.

Note 24. Impôts différés

Le Groupe a mis en place une intégration fiscale pour les sociétés suivantes :

- SA Rodriguez Group (société tête de groupe),
- SA SNP Boat Service,
- SAS G. Rodriguez.

Par convention, les sociétés intégrées fiscalement calculent leur charge d'impôt comme si elles étaient indépendantes. Les économies d'impôts réalisées par les sociétés intégrées fiscalement liées aux déficits sont conservées par la société mère et sont considérées comme une simple économie de trésorerie du fait qu'elles bénéficieront aux sociétés intégrées déficitaires le jour où elles redeviendront bénéficiaires.

Analyse des impôts différés actifs et passifs

Les différences temporelles entre les valeurs en consolidation des éléments d'actif et de passif, et celles résultant de l'application de la réglementation fiscale, donnent lieu à la constatation d'impôts différés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat, ou en capitaux propres si ces impôts concernent des éléments imputés directement en capitaux propres.

Les économies d'impôt résultant de déficits fiscaux reportables sont enregistrées en impôts différés actifs qui sont dépréciés le cas échéant, seuls les montants dont l'utilisation est probable étant maintenus à l'actif du bilan.

Ainsi, pour les sociétés françaises de l'intégration fiscale, l'activation de l'ensemble des déficits reportables conduit à un impôt différé actif brut de 62,5 M€. Une analyse du caractère recouvrable a été menée en partenariat avec un cabinet conseil en fonction d'un business plan pour la clôture de l'exercice 2009/2010. Cette étude avait alors conduit à estimer le caractère recouvrable de cet impôt sur les cinq prochaines années à 18,4 M€.

Prenant acte comme lors des exercices précédents, des nouvelles dispositions IFRS limitant les possibilités d'imputations des reports déficitaires, il a été constatée une charge d'impôt de 0,2 M€ au 31 Mars 2014, ramenant la créance nette d'impôt différé à 0.

En effet, il a été décidé de compenser les impôts différés actifs et les impôts différés passifs. Le solde d'impôts différés actifs net a été déprécié à 100% après compensation avec les impôts différés passifs.

Les impôts différés actifs et passifs ne sont pas actualisés.

Note 25. Informations relatives aux parties liées

Outre les rémunérations accordées aux dirigeants (0,2 M€), les principales transactions de nature à affecter la position financière ou le résultat sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Parties liées	Sociétés du Groupe concernées	Nature de la transaction	Facturation au 31/03/2014	
			Charges	Solde au 31/03/2014*
			Produits	Débiteur
SCP NCNGJ	SAS G.RODRIGUEZ	Loyer	143	508
SCI GAL	SNP BOAT SERVICE	Loyer	39	60
SCI AL INVEST	SNP BOAT SERVICE	Loyer	81	199
SCI SAINTE DEVOTE	SNP BOAT SERVICE	Loyer	74	146
SCP LAURA	SNP BOAT SERVICE	Loyer	-	9
SERDANELI	SNP BOAT SERVICE	Achats de marchandises	-	2
			Produits	Débiteur
BAVARIS	SAS G.RODRIGUEZ	Vente de biens et services	-	8
BAVARIS	SNP BOAT SERVICE	Vente de biens et services	-	1
BURNETT MARKETING CORP.	SAS G.RODRIGUEZ	Vente de biens et services	5	-
BURNETT MARKETING CORP.	SNP BOAT SERVICE	Vente de biens et services	4	1
XANDOR EQUITIES	SAS G.RODRIGUEZ	Vente de biens et services	27	-
XANDOR EQUITIES	SNP BOAT SERVICE	Vente de biens et services	28	8

* Y compris le passif gelé dans le cadre des plans de sauvegarde

Note 26. Engagements et passifs éventuels

Le Groupe confirme que la présentation des engagements n'omet pas l'existence d'un engagement significatif :

Engagements donnés

- Engagements de reprise de bateaux d'occasion sur ventes de bateaux neufs à moins d'un an : 11 239 K€ ;
- Engagements résiduels d'achats fermes sans engagements de ventes fermes : 0 K€. « Les engagements résiduels d'achats fermes sans engagements de ventes fermes correspondent uniquement aux contrats d'achats de bateaux neufs signés par la société SNP Boat Service avec les différents chantiers navals, auxquels sont retenus les acomptes versés pour la construction de ces bateaux. » ;
- Inaliénabilité des éléments corporels et incorporels du fonds de commerce des sociétés SA Rodriguez Group, SAS G. Rodriguez et SA SNP Boat Service (à l'exclusion du stock et des bateaux immobilisés mis en location), à compter du 07 avril 2010 jusqu'au 07 avril 2020 prononcé par jugement du Tribunal de Commerce de Cannes, sauf clôture anticipée du plan de sauvegarde pour apurement du passif ;

- Les garanties consenties aux termes du protocole conclu avec les banques consistant en :
 - un gage portant sur le stock de navires neufs et d'occasion de SNP Boat Service existant à la date de signature, aux termes d'un acte de gage de stock conclu entre SNP Boat Service et les Banques en date du 30 mars 2010 et inscrit sur le registre spécial tenu par le Greffe du Tribunal de Commerce de Cannes en date du 7 avril 2010. Le cas échéant, les bateaux repris sur les ventes d'unités appartenant au stock gagé décrit précédemment, font à leur tour l'objet d'une inscription et entrent donc dans le stock gagé. Des navires ont ainsi fait l'objet de compléments d'inscription ou de modification d'inscription :
 - o 2 Navires ont été inscrits en date de 02 Aout 2010,
 - o 2 Navires ont été inscrits en date de 04 Aout 2011,
 - o 1 Navire a été inscrit en date du 03 février 2012,
 - o 2 Navires ont été sortis du stock gagé en date du 24 Aout 2012 et cédés selon la procédure convenue,
 - o 2 Navires ont été sortis du stock gagé en date du 19 Avril 2013 et cédés selon la procédure convenue,
 - o 1 Navire a été inscrit en date du 19 Avril 2013,
 - o 1 Navire a été sorti du stock gagé en date du 31 Juillet 2013 et cédés selon la procédure convenue.
 - o Au final, il reste 10 navires gagés au 31 Mars 2014.
 - la réitération des garanties consenties par Rodriguez Group au profit des banques dans le cadre de la mise en place du crédit syndiqué de 2005. Ces garanties consistent en :
 - (i) un engagement de caution solidaire de Rodriguez Group, aux termes d'un acte de cautionnement solidaire en date du 29 avril 2010,
 - (ii) un nantissement des actions SNP Boat Service et G Rodriguez détenues par Rodriguez Group aux termes d'un acte de nantissement de comptes-titres en date du 29 avril 2010,
 - (iii) un gage de droit luxembourgeois portant sur les actions Camper & Nicholsons International S.A détenues par Rodriguez Group, aux termes d'un acte de gage en date du 29 avril 2010.

Note 27. Secteurs opérationnels

Les facteurs utilisés par le Groupe pour identifier les secteurs opérationnels sont exposés dans la note 4, paragraphe 4.21 « Secteurs opérationnels » des comptes annuels.

Éléments du Résultat**Au 31 mars 2014**

Compte de résultat	Ventes de bateaux	Services	Autres et éliminations	Total
Chiffre d'affaires	4 898	11 317		16 215
Ventes inter activités		(512)		(512)
Produits des activités ordinaires	4 898	10 805	-	15 703
Achats consommés	(8 336)	(1 769)	-	(10 105)
Autres achats	(999)	(4 911)	(213)	(6 123)
Charges de personnel	(998)	(4 841)	(336)	(6 175)
Impôts et taxes	(53)	(163)	(8)	(224)
Amortissements et dépréciations	2 340	(323)	-	2 017
Autres produits et charges d'exploitation	174	(176)	11	9
Résultat opérationnel courant	(2 974)	(1 378)	(546)	(4 898)
Autres produits et charges opérationnels	(2 486)	(221)	(0)	(2 707)
Résultat opérationnel	(5 460)	(1 599)	(546)	(7 605)

Au 31 mars 2013

Compte de résultat	Ventes de bateaux	Services	Autres et éliminations	Total
Chiffre d'affaires	10 731	11 452		22 183
Ventes inter activités		(1 023)		(1 023)
Produits des activités ordinaires	10 731	10 429	-	21 160
Achats consommés	(36 509)	(964)	-	(37 472)
Autres achats	(3 348)	(4 552)	(262)	(8 162)
Charges de personnel	(1 560)	(4 826)	(515)	(6 901)
Impôts et taxes	(112)	(115)	(15)	(242)
Amortissements et dépréciations	22 583	(934)	(11)	21 637
Autres produits et charges d'exploitation	(1 717)	(311)	(1)	(2 028)
Résultat opérationnel courant	(9 932)	(1 273)	(804)	(12 009)
Autres produits et charges opérationnels	(955)	16	(0)	(938)
Résultat opérationnel	(10 886)	(1 258)	(804)	(12 947)

Éléments du bilan et autres informations

Au 31 mars 2014

Bilan	Ventes de bateaux	Services	Autres et éliminations	Total
Goodwill	-	19 417	-	19 417
Immobilisations incorporelles	12	171	-	183
Immobilisations corporelles	593	1 673	-	2 266
Immobilisations financières	125	291	-	416
Impôts différés actifs - non alloués	-	-	-	-
Total des actifs non courants	730	21 552	-	22 282
Stocks	6 730	697	-	7 427
Clients	5 706	2 761	-	8 467
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 445	17 652	-	20 097
Actifs courants non alloués	-	-	-	4 669
Total des actifs courants	14 881	21 110	-	40 660
Dettes financières non courantes	-	-	-	-
Autres provisions non courantes	5 614	5 135	-	10 750
Passifs non courants non alloués	-	-	-	550
Total des passifs non courants	5 614	5 135	-	11 300
Dettes financières courantes	115 856	787	-	116 643
Acomptes reçus	12 411	14 559	-	26 969
Fournisseurs	33 647	3 174	-	36 821
Passifs courants non alloués	-	-	-	21 206
Total des passifs courants	161 914	18 520	-	201 639
Autres informations				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	18	344	-	361
Effectifs moyens (ETP)	40	126	5	171

Au 30 septembre 2013

Bilan	Ventes de bateaux	Services	Autres et éliminations	Total
Goodwill	61	19 460	-	19 521
Immobilisations incorporelles	18	172	-	190
Immobilisations corporelles	991	1 765	-	2 756
Immobilisations financières	125	288	-	413
Impôts différés actifs - non alloués	-	-	-	-
Total des actifs non courants	1 194	21 686	-	22 880
Stocks	13 841	629	-	14 470
Clients	2 335	4 492	-	6 827
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 742	23 919	-	25 662
Actifs courants non alloués	-	-	-	5 822
Total des actifs courants	17 919	29 040	-	52 781
Dettes financières non courantes	79 294	671	-	79 965
Autres provisions non courantes	4 756	5 130	-	9 886
Passifs non courants non alloués	-	-	-	38 726
Total des passifs non courants	84 050	5 800	-	128 576
Dettes financières courantes	6 080	1 547	-	7 627
Acomptes reçus	1 746	19 130	-	20 877
Fournisseurs	10 989	2 133	-	13 122
Passifs courants non alloués	-	-	-	11 068
Total des passifs courants	18 814	22 810	-	52 694
Autres informations				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	331	299	-	630
Effectifs moyens (ETP)	44	105	7	156

**IV - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX
COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE
SEMESTRIELLE AU 31 MARS 2014**

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société **RODRIGUEZ GROUP S.A.**, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2013 au 31 mars 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Comme indiqué dans la note 3 de l'annexe, tirant les conséquences de l'inexécution du plan de sauvegarde, le Tribunal de commerce de Cannes, a, dans deux jugements en date du 7 janvier 2014, prononcé la résolution du plan de sauvegarde de votre société et de celui de sa filiale SNP BOAT SERVICE et ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'encontre des deux sociétés, assortie d'une période d'observation de six mois.

Compte tenu de l'importance du passif moratorisé et notamment du passif bancaire de plus de 116 M€ de la filiale SNP BOAT SERVICE, il apparaît que la poursuite des activités de votre société est conditionnée à la conclusion d'un plan de redressement, plan qui n'a toujours pas été adopté à ce jour.

Il en résulte les conséquences suivantes :

- aucun élément définitif ne permet de prévoir les décisions qui seront prises à l'issue de la période d'observation en cours, et donc d'apprécier les conséquences de ces décisions sur la situation de la société. Il résulte de cette situation une incertitude significative faisant peser un doute sur la continuité d'exploitation. En cas de dénouement défavorable de cette situation, l'application des règles et principes comptables français dans un contexte normal de poursuite des activités concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs, pourrait s'avérer inappropriée.
- le montant des passifs à admettre au titre de la procédure de redressement judiciaire n'a pas été fixé à ce jour.

En raison des faits exposés ci-dessus et sur la base de notre examen limité, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés appellent de notre part les mêmes constatations que celles formulées dans la première partie de ce rapport.

Fait à Nice,
Le 30 Mai 2014

Les Commissaires aux Comptes

EXCO COTE D'AZUR AUDIT
Christian DORANGE

NOVANCE – DAVID & ASSOCIES
Jean-Pierre GIRAUD